

GRANDE-BRETAGNE. Entre traditions et stéréotypes, le pays est aujourd'hui assez ouvert sur les questions de genre, et les Britanniques n'hésitent plus à se remettre en cause au point d'autoriser les étudiants qui le souhaitent à porter une jupe.

Le plus dur est passé

En juillet 2012, la vieille université d'Oxford a décidé de conserver les traditions tout en se débarrassant des stéréotypes. Puisqu'il n'était pas question de retirer les uniformes, symboles ancestraux de l'établissement, il fallait donc satisfaire autrement les demandes d'étudiants qui supportaient mal de devoir porter l'uniforme d'un genre auquel ils ne s'identifiaient pas. L'université a donc décidé d'autoriser chacun à porter l'uniforme de son choix. C'était la mise en application de l'enseignement des « *Gender studies* », ou études de genre, dispensées dans ses murs.

Jusque-là, les étudiantes avaient le droit de porter le pantalon, mais les garçons ne pouvaient pas porter de jupe. « *Aujourd'hui, on trouve encore ça normal*, explique Suzanne Clisby de l'université d'Hull. *Mais si on y réfléchit bien, ça veut dire que les filles ont raison d'aspirer à ressembler à un garçon, parce que le modèle masculin est un idéal, tandis que les garçons auraient tort de vouloir s'identifier au modèle féminin inférieur.* »

Kilt ou jupe ?

Il y a cependant une exception en Grande-Bretagne, elle se trouve en Écosse. Le port du kilt est une fierté pour les hommes, mais porter une jupe qui ne serait pas faite de tartan reste invraisemblable. « *Cela montre à quel point notre définition de la masculinité est précaire*, estime Maria do Mar Pereira, directrice adjointe du centre d'études de genre de l'université de Warwick. *Sinon comment expliquer qu'un simple tissu puisse vous ôter votre virilité ?* »

La société britannique est aujourd'hui assez ouverte sur les questions de genre, mais cela n'a pas toujours été le cas. Quand, à la fin des années 80, le cursus s'est imposé dans les universités, les mêmes rumeurs que celles qui circulent en France ont émergé. Si les Britanniques ont toujours des réflexes stéréotypés, ils acceptent de les remettre en cause. Dernièrement, des campagnes comme « *Let toys be toys* » ont poussé la chaîne de jouets Toys "R" Us à arrêter les publicités ciblant les filles ou les garçons.

« *J'ai travaillé avec des classes d'enfants âgés de 12 ans*, explique Maria do Mar Pereira. *Ils avaient déjà une idée très précise du moule dans lequel ils devaient s'insérer. Mais la plupart n'en étaient pas satisfaits. Quand ils ont compris qu'il n'y a pas une seule masculinité ou une seule féminité mais de multiples manières d'être un homme ou une femme et qu'ils n'ont pas à choisir un modèle*



Les enfants sans cadre strict de genre semblent plus épanouis

aujourd'hui, qu'ils peuvent en changer au cours de leur vie, ils étaient bien mieux dans leur peau et leurs résultats à l'école s'en sont ressentis. »

Plusieurs études ont montré que les enfants auxquels on n'imposait pas un cadre strict de genre n'ont pas plus de chances d'être homosexuels ou transgenres que les autres. « *C'est en effet*

« On ne dit pas que les femmes ont tort de prendre du plaisir à se maquiller et les garçons à jouer au train »

la peur qui se cache derrière les réticences de l'Église, estime le professeur Gerard Loughlin, du département de théologie de l'université de Durham. *Mais L'Église d'Angleterre est en train de se remettre en cause là-dessus.* »

Un festival pour les hommes

C'est qu'elle vient de loin. « *En 1994, quand on débattait de la question du ministère féminin, ceux qui étaient pour disaient : "Les femmes sont plus attentionnées, c'est bon pour nos paroisses"*, explique Elaine Graham, canon de la cathédrale de Chester. *Ceux qui étaient contre disaient qu'"elles manquaient d'autorité." Ils ne remettaient pas en cause les qualités et défauts qu'ils jugeaient naturels.* »

L'échec du vote sur l'épiscopat des femmes en novembre dernier montre, selon Elaine Graham, que l'Église est loin d'avoir rejeté tous ses « *a priori* ».

La société civile n'a d'ailleurs pas compris ce refus. Les études de genre sont enseignées en Grande-Bretagne depuis les années 80, les Britanniques ont donc eu le temps de se rendre compte que la société ne s'est pas écroulée. Le but est d'ailleurs surtout de mettre les choses en perspective, selon Suzanne Clisby : « *Aujourd'hui, tout le monde a oublié que, durant la période victorienne, le bleu était la couleur des filles : la couleur de la Vierge. Le rose était pour les garçons, c'était la version*

enfant du rouge guerrier. » Il ne s'agit pas non plus d'effacer toute notion de genre. « *On ne dit pas que les femmes ont tort de prendre du plaisir à se maquiller et les garçons à jouer au train* », précise Maria do Mar Pereira. Mais si la notion de genre est relative, le bon équilibre est délicat à trouver. En janvier, Londres a accueilli le premier festival « *Being a man* » sur les difficultés d'être un homme dans une société qui tend à faire de la femme l'égal de l'homme mais qui continue à penser que « *les petits garçons ne pleurent pas* ». Le leitmotiv du festival était : « *Nous, les hommes, demandons le droit d'être vulnérables.* » ■

MARIE BILLON
CORRESPONDANCE DE LONDRES

ALLEMAGNE. Depuis le 1^{er} novembre 2013, les enfants intersexués peuvent être inscrits sans mention de sexe à l'état civil.

En cas de sexe indéterminé

Simon est un intersexué, c'est-à-dire un individu chez lequel coexistent des caractères sexuels mâles et femelles. Autrefois, on parlait d'hermaphrodite. « *À la naissance, on pouvait me déterminer comme fille* », raconte Simon. Mais ensuite son corps a changé, et le côté masculin a pris le dessus. « *À dix ans, tout le monde me considérait comme un garçon. Donc j'étais un garçon avec un passeport féminin.* » Une situation qui pose problème à l'âge adulte. On lui a refusé des crédits bancaires, ne voulant pas croire que sa pièce d'identité le présentant comme femme était bien la sienne. « *Je ne vais pas faire un strip-tease à la banque !* », s'exclame-t-il. Simon, né Simone, a donc décidé de changer son état civil. Il est aujourd'hui le porte-parole de la fédération des intersexués d'Allemagne.

Selon les estimations, 80 000 personnes seraient dans la même situation que Simon. Une nouvelle loi a été adoptée en novembre dernier. Désormais, les bébés intersexués peuvent être inscrits sans mention de sexe à l'état civil. Plus tard ils auront la possibilité d'opter pour un des deux sexes ou de rester sous un statut indéterminé. Cette mesure est censée libérer les parents de l'obligation de prendre une décision prématurée. Jusqu'à présent, il était obligatoire de déclarer un nouveau-né en précisant son sexe au plus tard un mois après la naissance. Une fois cette question tranchée, il faut faire correspondre le corps de l'enfant au genre choisi. Cela signifie bien souvent opérations chirurgicales et traitements hormonaux très lourds avant même que l'on sache comment le corps se développera à l'adolescence. 58 % des enfants sont ainsi opérés avant l'âge de quatre ans.

« Un peu des deux »

Pour les associations d'intersexués, ces opérations sont une violation des droits de l'enfant. La nouvelle loi n'empêchera pas ces pratiques selon Konstanz Klett, juriste spécialiste des ces questions : « *Tant que personne ne porte plainte contre cette violation du droit, on reste dans le cadre privé de la famille et de la médecine. J'espère que cette loi va encourager ceux qui, au sein du milieu médical, disent qu'il faut attendre avant d'intervenir.* » Mais elle n'est pas très optimiste. C'est pourquoi la fédération des intersexués, si elle se réjouit de la nouvelle loi, estime qu'elle ne va pas assez loin. Une opération ne doit être effectuée « *qu'avec l'accord formel des personnes concernées* », peut-on lire sur leur site Internet. Elle demande aussi des dédommagements pour les intersexués opérés prématurément.

De nombreuses questions restent encore en suspens selon Konstanz Klett. « *Certains se sentent plus tard femme ou homme. Mais d'autres intersexués se sentent un peu des deux. Et pour eux, rien n'est encore résolu.* » On peut donc rester indéterminé, mais cela reste difficile à vivre au quotidien. « *Il faut encore indiquer son sexe pour l'assurance maladie, pour l'inscription à l'Université...* » La question du mariage pose aussi problème. Un homme peut-il épouser une personne au sexe indéterminé ? Pour Simon, la bataille pour la reconnaissance des droits des intersexués n'est donc pas terminée. ■

DÉBORAH BERLIOZ
CORRESPONDANCE DE BERLIN